

La droite affiche un autre projet pour l'Ecole

Par François Jarraud, le jeudi 07 avril 2016.

Avec la droite, demain pourrait fortement ressembler au passé. C'est ce que montre le projet pour l'éducation présenté par Les Républicains le 6 avril. Ainsi, la droite annonce la suppression des réformes des rythmes et du collège, le retour des programmes de 2008 et la diminution du nombre d'enseignants. Mais il y a aussi des nouveautés comme la large autonomie donnée aux établissements et aux écoles qui, pour N Sarkozy, doit aller jusqu'aux programmes. Les Républicains résisteront-ils à la tentation de changer le système ?

Un chat sur Facebook, une tribune dans Le Figaro puis une Journée de travail le 6 avril : la machine médiatique des Républicains s'est mise en route sur l'école. Ouverte par Luc Chatel, close par N Sarkozy, la journée a vu se succéder des tables rondes associant ancien recteur, députés LR et partisan des écoles traditionalistes.

Cet édifice est d'autant plus nécessaire que les projets sur l'école sont différents au sein des Républicains. Le "[document d'orientation](#)" élaboré le 6 avril constitue donc le seul document programme pour le parti. Enfin, jusque-là, son leader, N Sarkozy, s'était peu exprimé sur l'Ecole. Dans son livre de campagne (La France pour la vie, Plon) l'enseignement tient la dernière place. C'est donc le 6 avril qu'il a vraiment dévoilé ses options pour l'Ecole.

Retour à 2008

Le premier choix des Républicains c'est de défaire ce qui a été réalisé sous le quinquennat Hollande. Pour l'école primaire c'est le retour aux programmes de 2008, la suppression des rythmes scolaires, voire le retour à de Robien. Les rythmes devraient être proposés par le conseil d'école et décidés par l'inspecteur après avis du maire et du département. Pour le collège, c'est la suppression de la réforme du collège.

Sur certains points le changement ressemble beaucoup à l'existant. Ainsi le document d'orientation estime que "la formation des enseignants est fondamentale" et propose une formation universitaire, avec un cahier des charges et des exigences de niveau pour y accéder. Ça ressemble fortement aux ESPE que la gauche a créés après la suppression de la formation des enseignants sous N Sarkozy...

Le document ne parle pas d'annuler la loi d'orientation de 2013. Mais on voit mal comment elle pourrait être maintenue alors que plusieurs points du projet LR entrent en contradiction avec elle.

Le coté réactionnaire est accentué par le discours contre les "spécialistes" : "l'école n'appartient ni aux pédagogues, ni aux sociologues, ni aux idéologues".

Pour l'école

Après la suppression des rythmes et l'adoption de nouveaux horaires, l'école reviendra aux programmes de 2008. Le document a beau affirmer vouloir en finir avec les débats de méthodes, il annonce la mise en place obligatoire de la méthode syllabique et de l'enseignement explicite (peut-être faut-il comprendre magistral ?) à des groupes d'élèves homogènes.

Alors que fait-on des élèves faibles ? L'autre principe de ce nouveau projet, la relégation, s'applique dès l'école primaire. À l'issue du CP les élèves faibles sont envoyés dans une classe spéciale appelée "CP+". Là ils sont astreints à redoubler tant qu'ils n'ont pas le niveau. On a donc une suppression des cycles.

L'enseignement du français est renforcé : il devrait être augmenté de 2 heures, sans qu'on sache aux dépens de quelle discipline et cela jusqu'en première, cette mesure suffisant à résoudre les

difficultés selon les Républicains. La France a déjà les horaires des fondamentaux les plus élevés d'Europe selon l'OCDE. Ils devraient encore augmenter sans qu'on sache aux dépens de quelles disciplines.

Enfin l'école deviendra un établissement (EPLP) confié à un directeur chef d'établissement doté d'une large autonomie.

Au collège

" Que reste-il de la refondation ? La catastrophique la réforme du collège", dit N Sarkozy. Le projet prévoit sa suppression. Les mêmes principes s'appliquent au collège, à commencer par son autonomie. Pour N Sarkozy, celle-ci doit comprendre la possibilité d'ajuster les horaires et les programmes autour d'un tronc commun. Là aussi le principe de relégation des faibles s'applique : le projet prévoit la création de filières de pré-apprentissage à partir de la 4ème avec des "enseignement généraux adaptés". C'est donc la fin du socle commun.

Au lycée

"Le nombre d'options offertes au lycée peut être réduit" annonce le document. Voilà pour les lycées d'enseignement général. Pour les lycées professionnels, le projet prévoit de "faire progressivement de l'apprentissage la voie de droit commun pour l'obtention du bac professionnel". Les LP devraient donc disparaître au profit des CFA.

25% de temps de présence en plus pour les profs

"Le temps de présence des enseignants dans les établissements doit donc être accru pour répondre aux nouveaux besoins d'enseignement et d'encadrement. Cet effort doit comporter des contreparties en termes de rémunération. Le temps de présence des enseignants sera augmenté de 25 % (pourcentage incluant globalement les cours, mais aussi l'aide aux devoirs et les études surveillées) en contrepartie d'une rémunération accrue". Le taux de celle-ci n'est évidemment pas indiqué... En augmentant le nombre d'heures de présence et d'enseignement et en diminuant le volume horaire de cours en lycée (par la réduction des options) , on pourrait ainsi diminuer fortement le nombre des enseignants.

Des établissements autonomes de l'école à l'université

C'est finalement le développement de l'autonomie qui est la vraie nouveauté de ce programme. Il prévoit de renforcer les pouvoirs des recteurs de région académique et ceux du chef d'établissement. Il devrait pouvoir décider du temps scolaire, de la constitution de classes en groupes de niveaux. Selon N Sarkozy cette autonomie devrait concerner aussi l'évaluation des enseignants par la revalorisation de la part du mérite dans l'avancement aux dépens de l'ancienneté. Elle concernerait aussi l'adaptation de l'offre d'enseignement, c'est à dire une remise en question des programmes nationaux. Enfin l'autonomie des universités autorisera la sélection à leur entrée.

Le projet des Républicains semble associer des pensées différentes. Domine surtout la volonté de rétablir tout ce que la gauche a supprimé et de détricoter ce que la gauche a fait. L'Ecole entrera ainsi dans un jeu de balançoire. Il y a aussi la tentation de faire ce qu'il n'a pas été possible de faire entre 2007 et 2012 comme la réforme de l'évaluation des enseignants, le décret Chatel n'étant pris qu'après la défaite électorale. Enfin il y a un tropisme vers l'autonomie qui pourrait conduire jusqu'au modèle anglais des Académies. Là on changerait de système éducatif.

[Le document d'orientation](#)

[Juppé](#)

[Sarkozy](#)

[La France championne des fondamentaux](#)